

# Une approche connectée et transnationale des économies du Maghreb contemporain

## *A connected and transnational approach to the economies of the contemporary Maghreb*

### Responsables et discutants

- **Amira Larabi**  
(Sorbonne Université, SIRICE)
- **Jahiz Guemriche**  
(Sorbonne Université, SIRICE)

### Intervenants de la partie 1

- **Amira Larabi**
- **Jahiz Guemriche**
- **Rym Talhouk**  
(Sorbonne Université, Iremam)

### Intervenants de la partie 2

- **Yuki Amano** (EHESS, IMAF)
- **Fatiha Talahite**  
(EconomiX, CNRS, Université Paris Nanterre HDR)
- **Vittorio Caliguri**  
(Università della Tuscia, Università per Stranieri di Perugia, DISTU)

### Résumé de l'atelier

Depuis le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, les trajectoires historiques et économiques des pays du Maghreb apparaissent similaires: expérience de la conquête coloniale européenne et luttes pour les indépendances. Cependant, de cette proximité apparente émergent des spécificités propres à chacun de ces pays. La question économique éminemment actuelle offre une vision plus large qui interroge l'histoire contemporaine et celle du temps présent, mais également la sociologie pour comprendre les répercussions des décisions politiques au sein des sociétés maghrébines.

Les années 1970 correspondent pour ces économies post-coloniales à une période importante de développement. Les différenciations idéologiques et politiques apparaissent de plus en plus clairement sur les orientations économiques. Ces pays ont pour objectif la construction d'infrastructures nationales et l'investissement dans la production, qui demandent de nombreux financements extérieurs. Ceux-ci contribuent pour partie à la crise de la dette de la décennie qui suit.

Les années 1980 constituent un tournant avec la mise en place de plans d'ajustement structurels sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Ces institutions financières internationales (IFI) ont fait basculer le Maghreb dans des logiques néolibérales aux conséquences politiques et sociales majeures. Cette décennie est celle d'une réorientation des économies, avec une part grandissante des acteurs du secteur privé et un désengagement progressif des États.

Au tournant des années 2010, les économies maghrébines sont plus libérales, mais restent des puissances moyennes de la mondialisation. Quel que soit le pays considéré, leurs échanges commerciaux restent fondamentalement tournés vers l'Union européenne.

Questionner les économies des pays maghrébins et leurs évolutions pour tenter d'intégrer la globalisation libérale permet de comprendre les agencements et les tentatives d'adaptation de ces pays. Une approche comparative sera proposée afin d'interroger les stratégies divergentes de ces trois pays. L'intérêt est d'apprécier l'évolution d'une économie dépendante d'une métropole coloniale vers une économie qui se veut souveraine mais qui ne parvient pas à s'extraire de logiques néocoloniales. Entre acceptation des politiques d'ajustement structurelles mises en place par le FMI et la Banque mondiale, volonté d'une économie planifiée ou encore tentative d'intégration régionale, nous tenterons de comprendre l'évolution des économies maghrébines entre le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et les années 2010.

Since the 19<sup>th</sup> century, the historical and economic trajectories of the Maghreb countries have been similar: the experience of European colonial conquest and the struggle for independence. However, from this apparent proximity emerge specific features that are unique to each of these countries. The highly topical issue of the economy offers a broader vision that draws on contemporary history and the present day, as well as sociology to understand the repercussions of political decisions within North African societies.

For these post-colonial economies, the 1970s represented a major period of development. Ideological and political differences became increasingly apparent in economic policy. The aim of these countries was to build national infrastructure and invest in production, which required a great deal of external funding. This contributed in part to the debt crisis of the following decade.

The 1980s marked a turning point with the introduction of structural adjustment plans under the aegis of the World Bank and the International Monetary Fund (IMF). These International Financial Institutions (IFIs) plunged the Maghreb into neoliberal thinking, with major political and social consequences. This decade has seen a reorientation of economies, with a growing share of private sector actors and a gradual disengagement of governments.

By the turn of the 2010s, the economies of the Maghreb had become more liberal, but they remained medium-sized globalization powers. Whatever the country under consideration, their trade remains fundamentally focused on the European Union.

Examining the economies of the Maghreb countries and the changes they have undergone in an attempt to integrate liberal globalization will help us to understand the ways in which these countries have adapted and attempted to do so. A comparative approach will be proposed in order to examine the divergent strategies of these three countries. The aim is to assess the evolution of an economy depending on a colonial metropolis towards an economy that claims to be sovereign but is unable to extricate itself from neocolonial logics. Between acceptance of the structural adjustment policies implemented by the IMF and the World Bank, the desire for a planned economy and attempts at regional integration, we will try to understand the evolution of the Maghreb economies between the 19<sup>th</sup> century and the 2010s.

## **Programme de la partie 1**

### ***Trajectoires transnationales et crises économiques du Maghreb contemporain***

### ***Transnational trajectories and economic crises in the contemporary Maghreb***

#### **Amira Larabi (Sorbonne Université, SIRICE)**

***Les pays du Maghreb dans la crise de la dette des années 1980 : réactions, adaptations et solutions***

*Maghreb countries in the debt crisis of the 1980s: reactions, adaptations, and solutions*

#### **Jahiz Guemriche (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, SIRICE)**

***Les Cahiers de la réforme en Algérie, un programme d'auto-ajustement structurel (1986-1990)?***

*Les Cahiers de la réforme in Algeria, a program of structural self-adjustment (1986-1990)?*

#### **Rym Talhouk (Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Iremam)**

***Comprendre la persistance de l'État providence en Algérie à travers l'évolution des politiques de transferts sociaux du secteur***

*Understanding the persistence of the welfare state in Algeria through the evolution of agricultural social transfer policies*

## **Amira Larabi**

### *Les pays du Maghreb dans la crise de la dette des années 1980 : réactions, adaptations et solutions*

Les années 1980 correspondent à une période de crise économique mondiale qui touche de manière plus significative les pays en voie de développement. Celle-ci débute en 1982, lorsque le Mexique se voit dans l'impossibilité de rembourser sa dette – le pays suspend alors tous ses paiements. La crise financière se mue rapidement en crise économique et l'endettement sud-américain se propage à travers le monde. Sont mis en place des plans d'ajustement structurel par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, qui vont engendrer en cascade: dévaluation de la monnaie, augmentation des taux d'intérêt, privatisation d'entreprises publiques...

Les pays du Maghreb ne sont pas exempts de cette crise, dénommée désormais « crise de la dette ». Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie ne sont pas les territoires les plus lourdement touchés eu égard des pays d'Afrique subsaharienne. Pourtant, les répercussions de cette crise vont engendrer des conséquences sociales importantes, au point que les gouvernements, autoritaires dans les trois cas, sont remis en question. Des révoltes importantes vont se déclencher pour protester contre ce qui est vu comme l'incapacité des gouvernements à nourrir les peuples. Celles-ci sont également le terreau des mouvements islamistes.

Nous nous situons deux décennies après les décolonisations; ces jeunes États sont donc en construction, aussi bien d'un point de vue politique qu'économique. Par ailleurs, le contrecoup du choc pétrolier va lourdement ébranler l'élan des politiques de développement alors permis par les revenus des hydrocarbures. On assiste dès lors à un revirement libéral des trois États, qui ont pourtant des politiques économiques hétérogènes. Nous pourrions ainsi interroger la présence des institutions financières internationales dans les tentatives de résolution de la crise.

La communication vise à comprendre quelles stratégies va mettre en place chacun des pays du Maghreb pour tenter de s'adapter à la libéralisation de l'économie mondiale.

The 1980s corresponded to a period of global economic crisis, which affected developing countries most significantly. The crisis began in 1982, when Mexico found itself unable to repay its debt, and suspended all payments. The financial crisis quickly turned into an economic crisis, and South American debt spread around the world. The International Monetary Fund (IMF) and the World Bank set up structural adjustment plans, which led to a cascade of consequences: currency devaluation, higher interest rates, privatization of state-owned companies...

The countries of the Maghreb are not exempt from this crisis, now referred to as the "debt crisis". Morocco, Algeria and Tunisia are not the hardest-hit territories compared to the countries of sub-Saharan Africa. However, the repercussions of this crisis were to have far-reaching social consequences, to the point where the governments— authoritarian in all three cases—were called into question. Major revolts broke out in protest against governments inability to feed their people. These are also the breeding grounds for Islamist movements.

Two decades after decolonization, these young states were still in the process of being built, both politically and economically. At the same time, the backlash of the oil crisis severely undermined the momentum of the development policies that had been made possible by hydrocarbon revenues. This led to a liberal turnaround in the three states, despite their heterogeneous economic policies. This will allow us to question the presence of international financial institutions in an attempt to resolve the crisis.

The aim of this paper is to understand the strategies adopted by each of the Maghreb countries to adapt to the liberalization of the global economy.

## **Jahiz Guemriche**

### *Les Cahiers de la réforme en Algérie, un programme d'auto-ajustement structurel (1986-1990) ?*

Une économie algérienne fragile affronte, à partir de 1982, les effets de la crise de la dette, et les conséquences du contre-choc pétrolier en 1986. Ces crises engendrent un effondrement des revenus des hydrocarbures et une augmentation accrue de la dette extérieure. Pour contrevenir à la non-rentabilité du secteur public industriel et à la stagnation de la production, le régime du nouveau président Chadli tente de se convertir au néolibéralisme.

Son Premier ministre, Mouloud Hamrouche, nomme une équipe chargée de mettre en place une réforme économique libérale autour d'économistes, juristes, sociologues, gestionnaires, financiers, et des spécialistes de divers secteurs. Cette équipe de réformateurs siège à la présidence de la République et organise entre 1986 et 1988 différents groupes d'études informels. Ils élaborent un ensemble de projets de réformes structurelles et, en 1987, un premier rapport est remis au gouvernement pour le rétablissement des équilibres internes et la recherche d'une insertion active dans l'économie mondiale.

La publication de l'ensemble de leurs travaux est entreprise en 1989 dans *Les Cahiers de la réforme*, dont cinq numéros ont paru. Les numéros 1 et 5 explicitent la démarche économique d'ensemble. Le cahier 4 complète ces deux cahiers et porte sur les techniques, institutions et instruments financiers destinés à compléter le dispositif d'autonomie des entreprises publiques et à définir de véritables fonctions monétaires au dinar. Les numéros 2 et 3 rassemblent les travaux consacrés à l'administration centrale, à la santé et à la sécurité sociale, et au secteur agricole et coopératif. Ce projet économique est alors rendu public et soumis à débat avant sa mise en œuvre, mais s'agit-il pour autant d'un programme d'auto-ajustement structurel ?

1982 onwards, a fragile Algerian economy faced the effects of the debt crisis, and the consequences of the oil counter-shock in 1986. These crises led to a collapse in hydrocarbon revenues and a further increase in foreign debt. To counter the unprofitability of the public industrial sector and the stagnation of production the regime of the new President Chadli attempted to convert to neoliberalism.

His Prime Minister, Mouloud Hamrouche, set up a team of economists, jurists, sociologists, managers, financiers, and specialists from various sectors to implement liberal economic reform. This team of reformers was based at the Presidency of the Republic, and between 1986 and 1988 organized various informal study groups. They drew up a series of structural reform projects, and in 1987, a first report was submitted to the government on restoring internal balance and seeking active integration into the world economy.

All their work was published in 1989 in *Les Cahiers de la réforme*, of which five issues appeared. Issues 1 and 5 explain the overall economic approach. Cahier 4 completes these two issues and deals with the techniques, institutions and financial instruments designed to complete the autonomy of public enterprises and to give the dinar real monetary functions. Issues 2 and 3 bring together work on the Central Administration, Health and Social Security, and the agricultural and cooperative sectors. This economic project was made public and submitted to debate before implementation, but was it an attempt at structural self-adjustment?

### **Rym Talhouk**

#### *Comprendre la persistance de l'État providence en Algérie à travers l'évolution des politiques de transferts sociaux du secteur*

La réforme du système des subventions universelles en Algérie, contrairement à d'autres pays, comme l'Égypte, et leur remplacement par des transferts monétaires ciblés recommandé par le FMI, souvent évoquée mais rarement concrétisée, met en lumière la réticence et la procrastination des décideurs politiques à réformer les subventions. Ces dispositifs de subventions trouvent leurs origines dans le projet d'État social forgé pendant la guerre de libération, dans lequel l'État a progressivement assumé un rôle central dans la redistribution des ressources pour répondre aux besoins d'une population appauvrie par la colonisation et massivement analphabète. Une grande proportion (environ 40 % aujourd'hui) des dépenses publiques, financées par la rente pétrolière et gazière, est allouée aux transferts sociaux dans la santé, l'éducation, l'alimentation, l'eau, l'énergie, les transports et l'habitat social. Elles ont durablement structuré la relation ou le pacte social entre l'État et la société, et accru la dépendance des Algériens vis-à-vis de ces transferts. Dans le domaine agricole, la nationalisation des terres agricoles et la création d'unités d'autogestion après l'indépendance manifestent la première expérience d'État social valorisant la gestion collective par les paysans. La révolution agraire de 1971 sous Boumediène a fait évoluer ce modèle vers un accroissement de la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des institutions étatiques en créant les coopératives agricoles,

transformant les agriculteurs en salariés. Cette révolution agraire a aussi nationalisé les quelques terres SAU (surfaces agricoles utiles) appartenant à des Algériens. La dissolution de la révolution agraire à la fin des années 1980 sous Bendjedid, suite à la pression de «l'union nationale des fellahs algériens» clandestine (UNFIA), suivie du programme d'ajustement structurel du FMI à partir de 1994, a marqué une rupture en libéralisant le secteur. Pourtant, et bien que l'agriculture soit un secteur exonéré d'impôts, les subventions universelles des produits de large consommation, comme la farine et le blé, et les aides aux agriculteurs ont persisté. De quelles évolutions des politiques de transferts sociaux les subventions directes et indirectes de la filière blé aujourd'hui sont-elles le produit/l'héritage? Et dans quels contextes sociopolitiques?

Unlike other countries such as Egypt, where universal subsidies have been reformed and replaced with targeted cash transfers as recommended by the IMF, Algeria demonstrates significant political hesitation and procrastination in addressing its subsidy system. These subsidies are deeply rooted in the social state model established during the liberation war, where the state assumed a central role in redistributing resources to address the needs of a population impoverished and largely illiterate due to colonization. Currently, approximately 40% of public expenditure, funded by oil and gas revenues, is allocated to social transfers in sectors such as healthcare, education, food, water, energy, transportation, and social housing. These transfers have solidified the social contract between the state and society, fostering a dependency on state provisions.

In agriculture, this social state model materialized through land nationalization and the establishment of self-management units (autogestion) after independence, promoting collective farming by peasants. The 1971 agrarian revolution under Boumédiène expanded this model by forming agricultural cooperatives and turning farmers into state-employed workers, further deepening their dependence on state institutions. This reform also nationalized the few remaining privately owned arable lands.

The dissolution of the agrarian revolution in the late 1980s under Bendjedid, driven by pressure from the clandestine Union nationale des fellahs algériens (UNFIA), and the IMF-led structural adjustment program from 1994, marked a shift toward liberalization. Despite these changes, universal subsidies for staple goods like flour and wheat, alongside agricultural support measures, have persisted.

This analysis raises critical questions: how have Algeria's wheat subsidy policies evolved until today? What sociopolitical contexts shaped these transformations? By exploring the historical trajectory of social transfer policies in agriculture, this study aims to understand the enduring nature of Algeria's welfare state and its implications for the agricultural sector.

## Programme de la partie 2

### *Ajustements des économies maghrébines au capitalisme global*

### *Adjustments of Maghreb economies to global capitalism*

**Yuki Amano (EHESS, IMAF)**

*Genèse d'un espace économique national aux mondes sahariens : contrôler les caravanes du Souf (Algérie) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

*Genesis of a national economic space in the Saharan worlds: controlling the caravans of Souf (Algeria) at the end of the 19<sup>th</sup> century*

**Fatiha Talahite (EconomiX, CNRS, Université Paris Nanterre HDR)**

*Le circuit du Trésor en Algérie: Héritage colonial et transformation postcoloniale*

*The Treasury circuit in Algeria: Colonial legacy and postcolonial transformation*

**Vittorio Caliguri (Università della Tuscia, Università per Stranieri di Perugia, DISTU)**

*La Tunisie et l'évolution du régime d'accumulation capitaliste (1956-2008)*

*Tunisia and the evolution of capitalist accumulation (1956-2008)*

**Yuki Amano**

*Genèse d'un espace économique national aux mondes sahariens : contrôler les caravanes du Souf (Algérie) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

Les mondes sahariens désignent une notion qui permet d'appréhender le Sahara comme une entité autonome, reliée aux espaces méditerranéen et sahélien, et de considérer les histoires de communautés sahariennes au sein d'un vaste réseau d'échanges commerciaux et de rencontres transrégionales en s'affranchissant des unités nationales. Néanmoins, l'empreinte de l'impérialisme sur ces mondes à partir du XIX<sup>e</sup> siècle s'est réellement manifestée par la division en États coloniaux, ou la territorialisation des espaces sahariens, qui marque encore aujourd'hui les pays africains. Une partie de ces espaces sahariens ainsi construite est ce que nous appelons aujourd'hui le «Sahara algérien».

Une matrice de ce territoire a été formée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lors de la première incursion par la France dans cette région. Cette phase ne signifie pas pour autant que l'assise de la domination coloniale sur le terrain ait été immédiatement effective. Ce n'est que dans les années 1880 que des postes militaires permanents y ont été établis, régularisant ainsi les interactions quotidiennes entre les autorités françaises et les populations sahariennes.

Nous proposons d'envisager la matérialisation du territoire du sud algérien à travers les mesures coloniales concernant le commerce caravanier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous nous focalisons notamment sur celles visant à contrôler les caravanes partant du Souf, une contrée saharienne mise à la frontière du sud-est algérien, alors contiguë avec le protectorat français de Tunisie et la régence de Tripoli, à compter de l'installation permanente des officiers français à El Oued (chef-lieu de la région) en 1883. Nous explicitons in fine comment, dans les mondes sahariens façonnés par les mobilités humaines essentiellement transversales, un continuum spatial appartenant à une colonie, considéré aujourd'hui comme intégré à l'espace économique national de l'Algérie, s'est formé en situation coloniale.

The Saharan worlds designate a notion that allows us to understand the Sahara as an autonomous entity, linked to the Mediterranean and Sahelian spaces, and to consider the histories of Saharan communities within a vast network of commercial exchanges and transregional encounters, freeing ourselves from national units. Nevertheless, the imprint of imperialism on these worlds from the 19<sup>th</sup> century onwards was truly manifested by the division into colonial states, or the territorialization of Saharan spaces that still marks African countries today. Part of these Saharan spaces thus constructed is what we call today the "Algerian Sahara".

A matrix of this territory was formed in the middle of the 19<sup>th</sup> century, during the first incursion by France into this region. This phase does not mean, however, that the basis of colonial domination on the ground was immediately effective. It was only in the 1880s that permanent military posts were established there, thus regularizing the daily interactions between the French authorities and the Saharan populations.

We propose to consider the materialization of the territory of southern Algeria through the colonial measures concerning the caravan trade at the end of the 19<sup>th</sup> century. We focus in particular on those aimed at controlling the caravans leaving Souf, a Saharan region placed on the border of southeastern Algeria, then contiguous with the French Protectorate of Tunisia and the Regency of Tripoli, from the permanent installation of French officers in El Oued (the capital of the region) in 1883. We explain in fine how, in the Saharan worlds shaped by essentially transversal human mobilities, a spatial continuum belonging to a colony considered today as integrated into the national economic space of Algeria was formed in a colonial situation.

### **Fatiha Talahite**

#### ***Le circuit du Trésor en Algérie: Héritage colonial et transformation postcoloniale***

Dans la France d'après-guerre, l'essentiel du financement public était obtenu hors marché, par un système public centralisé de collecte et de distribution de l'épargne dans les circuits économiques nationaux. Ce dispositif s'appuyait sur des mécanismes et une réglementation obligeant un ensemble d'agents économiques à déposer au Trésor une partie, voire la totalité de leurs ressources. Ces flux permettaient de couvrir une large part des déficits publics de manière quasi automatique, en dehors de toute procédure de marché. Ce dispositif commence à être démantelé entre 1968 et 1973, mais c'est l'avènement de l'UE (Traité de Maastricht 1992) et l'adoption de l'euro (1999) qui rendent sa disparition irréversible. Désormais, l'État dépend des marchés financiers pour financer ses déficits. Dans l'Algérie indépendante, qui a hérité des institutions coloniales françaises, ce dispositif est non seulement maintenu, mais il est étendu et pérennisé, et résiste jusqu'à nos jours à toute velléité de réforme. La nationalisation de la majorité des entreprises et de la totalité du système bancaire, transformé en administration sous tutelle du ministère des Finances, a élargi le périmètre du circuit du Trésor, qui englobe alors la quasi-totalité du financement de l'économie. Quel rôle le circuit du Trésor a joué et continue de jouer dans l'édification de l'Algérie postcoloniale? La «réussite» inattendue de cette institution est-elle le fruit d'une transformation postcoloniale ou le signe d'une continuité coloniale? S'il a permis de pallier la faiblesse du système financier et de mobiliser des ressources pour le développement, cet héritage fut un facteur de blocage qui empêcha l'économie algérienne d'exister en dehors de l'État et du contrôle de l'administration, sauf à proliférer dans l'informel. Ce mode de financement de l'économie sous le contrôle étroit de l'État perpétue un état d'exception économique.

In post-war France, most public financing was obtained outside the market, through a centralised public system for collecting and distributing savings throughout the national economy. This system was based on mechanisms and regulations requiring a range of economic agents to deposit some or all of their resources with the Treasury. These flows made it possible to cover a large proportion of public deficits almost automatically, outside any market procedure. This system began to be dismantled between 1968 and 1973, but it was the advent of the EU (Maastricht Treaty 1992) and the adoption of the euro (1999) that made its demise irreversible. From then on, the government depended on the financial markets to finance its deficits. In independent Algeria, which had inherited French colonial institutions, this system was not only maintained, but extended and perpetuated, resisting all attempts at reform to this day. The nationalisation of the majority of companies and the entire banking system, which was transformed into an administration under the supervision of the Ministry of Finance, broadened the scope of the Treasury circuit, which now encompasses almost all the financing of the economy. What role has the Treasury circuit played, and continues to play, in building post-colonial Algeria? Is the unexpected "success" of this institution the fruit of a post-colonial transformation or the sign of colonial continuity? While it has made it possible to overcome the weakness of the financial system and mobilise resources for development, this legacy has been a blocking factor that has prevented the Algerian economy from existing outside the State and administrative control, except by proliferating in the informal sector. This method of financing the economy under the close control of the state perpetuates a state of economic exception.

## Vittorio Caliguri

### *La Tunisie et l'évolution du régime d'accumulation capitaliste (1956-2008)*

L'histoire économique de la Tunisie constitue un cas d'étude paradigmatique pour analyser l'évolution du régime d'accumulation capitaliste et les relations entre le Nord et le Sud global. De l'indépendance en 1956 à l'année 2008, les stratégies de développement du pays reflètent une synthèse complexe entre des dynamiques internes et des forces externes.

À l'échelle nationale, la dialectique entre différentes classes sociales – des intérêts ruraux aux secteurs urbains et industriels – a orienté les choix de politique économique. À l'échelle internationale, l'influence des institutions financières mondiales, telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, ainsi que les dynamiques de l'économie globale, ont façonné ces stratégies en fonction des impératifs du régime d'accumulation international.

La proximité géographique et politique de la Tunisie avec les puissances occidentales a renforcé son rôle d'interface entre ces deux mondes, la rendant particulièrement pertinente pour comprendre les mécanismes par lesquels le capitalisme global a tenté d'harmoniser le développement du Sud global avec ses propres exigences de croissance. L'étude de ce cas permet d'explorer non seulement la manière dont les institutions financières internationales ont promu l'intégration économique du pays, mais également les tensions et compromis résultant de ces politiques sur l'emploi, les salaires et la structure sociale.

Tunisia's economic history provides an exemplary case study for analysing the evolution of the system of capitalist accumulation and relations between the global North and South. From independence in 1956 to 2008, the country's development strategies reflect a complex synthesis of internal dynamics and external forces.

At the national level, the dialectic between different social classes—from rural interests to urban and industrial sectors—has informed economic policy choices. Internationally, the influence of global financial institutions such as the International Monetary Fund (IMF) and the World Bank, as well as the dynamics of the global economy, have shaped these strategies in accordance with the imperatives of the international accumulation regime. Tunisia's geographical and political proximity to the Western powers has reinforced its role as an interface between these two worlds, rendering it particularly relevant for understanding the mechanisms by which global capitalism has attempted to harmonise the development of the global South with its own growth requirements. The case study explores not only the way in which international financial institutions have promoted the country's economic integration, but also the tensions and trade-offs resulting from these policies on employment, wages and the social structure.



UNIVERSITÉ PARIS 1

PANTHÉON SORBONNE



Moyen-Orient et  
Mondes Musulmans  
Groupement d'Intérêt Scientifique